



**Programme des
Nations Unies
pour l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/22
29 octobre 2018

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-deuxième réunion
Montréal, 3-7 décembre 2018

RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DES PROJETS DE 2018

Contexte

1. Le Comité exécutif aborde lors de chacune de ses réunions la question des rapports d'achèvement de projet en souffrance. Lors de sa 81^e réunion, il a entre autres incité les agences bilatérales et d'exécution à remettre à la 82^e réunion tous les rapports d'achèvement de projet attendus pour les accords pluriannuels et les projets individuels dont la liste figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/11 et Corr.1, et à défaut, à fournir les raisons des retards ainsi qu'un nouveau calendrier de remise. Le Comité a également incité les agences de coopération à finaliser leurs sections des rapports d'achèvement de projet afin de permettre à l'agence d'exécution principale de les soumettre aux dates prévues (décision 81/25 (b) et (c))

2. Conformément à la décision 81/25 (b) et (c), l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, a envoyé le 25 juillet 2018 une liste préliminaire de tous les rapports d'achèvement de projet à remettre et, le 19 octobre 2018, une liste actualisée, après la remise des rapports périodiques.

Rapports d'achèvement de projet reçus relativement aux accords pluriannuels

3. Sur les 184 accords pluriannuels menés à bien, les agences bilatérales et d'exécution ont remis, avant la 82^e réunion, 154 rapports d'achèvement de projets, faisant qu'il reste 30 rapports en souffrance comme l'indique le tableau 1. La liste des 11 rapports d'achèvement de projet remis après la 81^e réunion figure à l'annexe I au présent rapport.

Tableau 1. Aperçu des rapports d'achèvement de projet relatifs aux accords pluriannuels

Agence principale	Achevés	Reçus avant la 81 ^e réunion	Reçu après la 81 ^e réunion	En souffrance
Canada	3	2	0	1
France	5	0	3	2
Allemagne	10	8	0	2
Japon	1	1	0	0
PNUD	35	23	5	7*
PNUE	58	55	0	3
ONUDI	49	45	2	2
Banque mondiale	23	9	1	13
Total	184	143	11	30

* Le rapport d'achèvement de projet en souffrance pour la phase I du plan d'élimination des HCFC pour la Chine (plan du secteur des solvants) doit être remis au plus tard à la dernière réunion de 2019.

4. Une analyse du montant global des décaissements, des SAO éliminées et des retards intervenus dans la finalisation des 11 rapports d'achèvement de projet pour des accords pluriannuels est résumée au tableau 2.

Tableau 2. Aperçu du budget, des SAO éliminées et des retards dans les accords pluriannuels soumis après la 81^e réunion

Agence principale	Fonds pour les accords pluriannuels (\$US)		Tonnes PAO éliminées		Retards moyens (en mois)
	Approuvés	Décaissés	Approuvées	Réelles	
France	903 275	903 275	141,1	120,1	9,33
PNUD	43 209 545	38 113 007	574,5	446,2	1,40
ONUDI	1 089 706	1 325 055	48,0	48,0	25,00
Banque mondiale	18 837 727	18 694 380	1 954,2	1 954,2	30,00
Total	64 040 253	59 035 717	2 717,8	2 568,5	16,43

Raisons des retards

5. La conception et la planification des projets sont des motifs fréquents de retard. Dans un projet visant les refroidisseurs, le retard était dû à une identification prolongée des bénéficiaires. Dans l'un des projets, le temps nécessaire à l'identification d'un partenaire chargé des formations a engendré des retards, tandis que pour d'autres projets le retard était dû à l'approbation des réglementations.

6. L'insuffisance des effectifs au niveau du gouvernement est une autre raison récurrente de retard. Dans de petits pays, la pénurie du personnel se répercute sur les projets, comme l'illustre le fait qu'un administrateur national de l'ozone soit également chef du service de météorologie du gouvernement, ce qui lui laisse peu de temps pour se consacrer à la mise en œuvre du projet. Dans un autre projet, le manque de personnel juridique disponible a ralenti l'adoption des normes. Les changements au sein du gouvernement affectent également les projets comme l'a illustré dans un cas une réorganisation ministérielle qui a pesé sur l'utilisation en temps voulu des fonds.

7. Des problèmes liés à l'utilisation des fonds est une cause de retard souvent rencontrée. Dans un cas, l'agence a mentionné le long processus d'acceptation des subventions internationales, tandis que deux autres agences ont imputé les retards respectivement à la signature et à la finalisation de l'accord avec le gouvernement.

8. Les retards spécifiques au niveau des entreprises ont été attribués à la restructuration de la formation, du fait des conditions de sécurité ainsi que de documentation et de factures incomplètes.

Enseignements tirés¹

9. La coordination, la communication fréquente et la collaboration entre toutes les parties prenantes (c.-à-d., agences gouvernementales, agences d'exécution, associations industrielles et milieu universitaire), depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, sont essentielles pour assurer une mise en œuvre réussie des projets. Une unité nationale de l'ozone (UNO) a souligné tout spécialement l'importance d'une coordination solide entre le renforcement des institutions et le plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). Un pays a mentionné la coordination préétablie essentielle entre les agences impliquées dans le projet visant à renforcer les réglementations, ce qu'illustre parfaitement la création réussie au sein d'un autre pays d'une commission interministérielle chargée de gérer l'élimination des SAO.

10. Les réglementations et les normes devraient être en place le plus tôt possible car leur établissement ou leur modification requièrent souvent énormément de temps. Selon une agence d'exécution, les conditions d'autorisation pour les polyols prémélangés importés se sont avérées un outil efficace pour suivre les tendances de consommation et identifier les petits et moyens consommateurs de SAO, dont certains étaient précédemment inconnus. Une autre agence a mentionné l'importance de la réalisation d'un manuel de mise en œuvre du projet, qui peut être actualisé tout au long de ce dernier, permettant un meilleur suivi tout en servant d'outil interactif de communication avec les bénéficiaires. Une UNO a vanté les mérites des bonnes relations entre le service des Douanes et l'agence environnementale.

11. Dans le secteur du froid et de la climatisation, un enseignement revenant souvent est l'importance de l'Association de la réfrigération en tant qu'élément essentiel pour des projets réussis et durables (par exemple, principalement en encourageant l'industrie à être impliquée dans les formations, la récupération, le recyclage et la régénération (RRR), et les pratiques incitatives). Cependant, une aide devrait être fournie à ces associations lors de la phase de démarrage. Dans un pays, les CFC ont pu être ainsi éliminés trois ans avant la date butoir et la relation entre l'UNO et l'industrie aide à présent dans le cadre de toutes les activités concernant l'élimination des SAO.

12. Il est important de planifier le plus tôt possible la formation et l'assistance technique, tout particulièrement lorsque l'introduction de solutions de rechange inflammables ou toxiques est en jeu. Un pays a noté l'importance de combiner la sécurité des travailleurs avec le développement d'une gestion environnementale. Un autre pays a mentionné l'importance de dispenser les formations dans la langue locale.

13. L'approche sectorielle de l'élimination des SAO s'est révélée efficace, selon un pays qui a su mettre en lien sa rapide adoption des solutions de remplacement et l'élimination précoce du HCFC-141b avec des efforts de sensibilisation et la coopération de l'agence. La coordination entre les activités de différents secteurs a été mentionnée en tant que facteur important pour la durabilité et la sensibilisation du public en faveur de la protection de l'ozone. Un pays a évalué que le succès de la mise en œuvre était dû, en partie, à la campagne de sensibilisation environnementale menée dans tout le pays.

14. Un choix ouvert et participatif des entreprises bénéficiaires s'est également révélé efficace. Dans un cas, ceci a conduit les entreprises à être davantage investies dans le processus, y consacrant du temps et des efforts, ce qui s'est traduit par la durabilité à long terme du projet.

15. Des obstacles financiers ont été mentionnés par une agence d'exécution, qui a été témoin du fait que des entreprises bénéficiaires finançaient les équipements avant de signer le contrat avec le fournisseur, les contraignant à trouver des financements de contrepartie pour les articles non financés.

¹ Les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet pour les accords pluriannuels sont consultables sur la base de données correspondantes, à l'adresse suivante : <http://www.multilateralfund.org/myapcr/search.aspx>

Ceci s'est révélé un défi supplémentaire pour les petites et moyennes entreprises (PME). La faible participation des entreprises était due entre autres à des situations économiques défavorables, au climat relativement tempéré et aux coûts bas de l'électricité, les rendant moins sensibles à la nécessité d'une technologie à jour et écoénergétique.

Rapports d'achèvement de projets individuels reçus

16. Les agences bilatérales et d'exécution ont soumis au total 1 846 rapports d'achèvement de projet sur les 1 855 projets d'investissement achevés, ce qui représente 11 rapports d'achèvement de projet en souffrance, comme indiqué au tableau 3.

Tableau 3. Rapports d'achèvement de projet soumis pour des projets d'investissement

Agence	Achevés	Reçus avant la 81 ^e réunion	Reçu après la 81 ^e réunion	En souffrance
France	14	13	0	1
Allemagne	20	19	0	1
Italie	11	10	0	1
Japon	6	6	0	0
Espagne	1	1	0	0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	0
Etats-Unis d'Amérique	2	2	0	0
PNUD	895	893	1	1
ONUDI	448	446	2	0
Banque mondiale	457	452	0	5
Total	1 855	1 843	3	9

17. Sur les 1 301 projets ne portant pas sur des investissements² menés à bien, les agences bilatérales et d'exécution ont soumis 1 113 rapports d'achèvement de projet, soit 188 rapports d'achèvement de projets en souffrance, comme l'indique le tableau 4.

Tableau 4. Rapports d'achèvement de projet soumis pour des projets ne portant pas sur des investissements

Agence	Achevés	Reçus avant la 81 ^e réunion	Reçus après la 81 ^e réunion	En souffrance
Canada	57	56	0	1
France	34	14	3	17
Allemagne	62	56	0	6
Italie	1	0	1	0
Japon	17	14	1	2
Portugal	1	0	0	1
PNUD	296	278	2	16
PNUE	539	430	3	106
ONUDI	159	123	6	30
Banque mondiale	45	36	0	9
Autres ³	90	90	0	0
Total	1 301	1 097	16	188

² Ne comprenant pas la préparation de projets, les programmes de pays, les projets pluriannuels, le réseautage, les activités d'échange d'informations et les projets de renforcement des institutions.

³ Comprenant les rapports d'achèvement de projets achevés et reçus des pays suivants : Afrique du Sud (1), Australie (25), Autriche (1), Danemark (1), Espagne (4), États-Unis d'Amérique (40), Finlande (5), Israël (2), Pologne (1), République tchèque (2), Suède (5) et Suisse (3).

18. La liste des 19 rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements reçus après la 81^e réunion figure à l'annexe II au présent document et les résultats globaux portant sur le décaissement, l'élimination réelle et les retards sont indiqués au tableau 5.

Tableau 5. Aperçu du budget, de l'élimination des SAO et des retards dans les projets individuels soumis après la 81^e réunion

Agence	Nombre de projets	Montant des fonds (SUS)		Tonnes PAO éliminées		Retard moyen (en mois)	
		Approuvés	Décaissés	Approuvées	Réelles	Durée	Retards
France	3	323 552	235 120	91,5	10,9	61,67	25,67
Italie	1	132 743	132 743	2,2	2,2	23,00	0,0
Japon	1	700 000	699 896	0,0	0,0	135,00	99,00
PNUD	3	1 504 996	1 465 225	83,8	83,8	93,67	27,67
PNUE	3	90 000	85 183	0,4	0,0	21,00	19,00
ONUDI	8	2 751 291	2 618 167	91,46	96,88	66,87	34,27
Total	19	5 076 536	4 792 139	187,4	119,4	65,49	33,93

Raisons des retards

19. Différents cycles de financement et phases de préparation comportant des activités complémentaires au sein du même pays ont rendu la coordination et la mise en œuvre difficilement réalisables, du fait qu'ils étaient mis en œuvre indépendamment les uns des autres. Les retards générés ont été résolus grâce à une approche rationalisée de la planification du projet. L'expiration de l'accord financier avec l'agence bilatérale a empêché la mise en œuvre d'un projet. Deux rapports d'achèvement de projet ont mentionné des retards dans l'obtention du cofinancement, tandis qu'un troisième mentionnait l'incompatibilité entre le modèle de financement et la réalité du pays.

20. Dans deux pays, les retards étaient dus au manque d'experts qualifiés et disponibles. Les règles et les mandats rigoureux accompagnant l'engagement de professionnels privilégient peut-être la qualité mais risquent également d'entraîner des retards considérables pour les engager, tout particulièrement dans les pays à faible volume de consommation (LVC).

21. La configuration institutionnelle de la gestion de projet (c.-à-d., les UNO et les Unités de gestion de projet) est cruciale pour assurer une mise en œuvre du projet réussie et dans les temps voulus. Les pouvoirs limités de l'UNO a rendu difficile l'approbation de réglementations dans un pays, créant des retards tellement considérables que le projet a été clôturé. Les nombreux engagements d'un administrateur national du bureau de l'ozone, le départ en retraite d'un autre administrateur et la communication difficile entre une UNO et l'agence d'exécution ont été également mentionnés comme des facteurs de retard.

22. Le retard dans le lancement d'un projet a eu un effet domino, le retardant davantage du fait de la reprogrammation nécessaire des campagnes de sensibilisation et de la formation. La fourniture et la livraison des équipements ont été mentionnées dans trois cas, tandis que l'approbation d'un plan de gestion de l'élimination finale a retardé la mise en œuvre des activités liées aux plans de gestion déjà en cours.

23. Dans deux pays, la lenteur des processus législatifs ont été mentionnés comme cause principale de retard et un pays indiquait que l'approbation des mesures réglementaires avait pris trois ans.

24. Les problèmes techniques ont aussi retardé des projets. Dans un projet de destruction des SAO, ils étaient dus à des complications au niveau de la synchronisation du ramassage et de l'expédition des SAO, tandis que la mise en œuvre d'un plan de gestion des frigorigènes mentionnait la restructuration de l'institut de formation.

25. Des facteurs externes retardant de manière significative des projets étaient les situations politiques instables, les changements de gouvernement et les embargos, qui ont tous gravement touché la circulation des capitaux.

Enseignements tirés⁴

26. Les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projets individuels concernaient entre autres : les questions financières ; la coopération et la coordination au sein de toutes les parties prenantes ; les questions de recyclage et de récupération ; et le transfert de la technologie.

27. Un projet de démonstration sur les refroidisseurs a mentionné les avantages tirés des enseignements des précédents projets de plan national d'élimination des CFC, et le réajustement réussi des processus administratifs et financiers qui ont contribué à l'obtention des très bons résultats, accompagnés d'incidences économiques et environnementales.

28. Divers rapports d'achèvement de projets individuels ont souligné la nécessité d'une coordination régulière entre les parties prenantes concernées. Une coordination déficiente a eu des effets défavorables sur un projet qui par la suite a été abandonné par l'entreprise qui n'a pas atteint la masse critique et l'économie d'échelle nécessaires pour soutenir les impératifs techniques de fabrication. L'expérience a prouvé que la pleine participation des experts locaux est nécessaire pour la réussite de la préparation, de la conception et de la mise en œuvre des activités. Un administrateur national du bureau de l'ozone a engagé un responsable local des douanes en tant que consultant, une pratique qu'il recommande fortement. Les rapports de vérification ont vanté l'importance d'une enquête indépendante et d'une bonne collaboration avec toutes les parties prenantes, tout particulièrement avec le service des douanes, ainsi que la mise en place d'une plateforme électronique pour les autorisations et les quotas.

29. Les projets d'assistance technique ont souligné la nécessité d'impliquer les associations industrielles, d'augmenter les initiatives de sensibilisation et la formation en vue d'assurer la durabilité des solutions de remplacement et une plus grande acceptation de ces dernières par les utilisateurs finaux. À l'inverse, l'approvisionnement insatisfaisant et irrégulier des équipements appropriés a entravé un projet.

30. Les projets de démonstration de gestion et d'élimination définitive des SAO ont mis en relief le besoin de l'obtention précoce des autorisations d'importation/exportation et de transit afin d'éviter les retards causés par les longs processus préjudiciables à la synchronisation des expéditions et la destruction des déchets provenant de différents pays. Une tenue obligatoire de registres pour les sociétés d'entretien, les centres de récupération, recyclage et régénération, et les exploitants d'équipements de réfrigération, de climatisation et de lutte contre l'incendie, fournira les informations nécessaires sur les équipements installés, les capacités, le type de frigorigènes et les taux de fuite. Ces projets ont remis en question la faisabilité financière de la séparation des frigorigènes contenant des SAO de ceux sans SAO avant la destruction ; ils ont souligné la nécessité de choisir des installations de destruction sur la base de critères géographiques et techniques ; ils ont mentionné le besoin d'une inspection ciblée pour se conformer au dispositif de récupération, recyclage et régénération pour la collecte des déchets de SAO. Ces projets ont également mis en avant la nécessité d'élargir la formation des inspecteurs environnementaux (afin de pouvoir inspecter différents types d'équipements de réfrigération et de climatisation, examiner les livrets de contrôle des équipements, et être au courant des frigorigènes généralement utilisés et des mesures de sécurité s'y rapportant).

31. La mise en œuvre simultanée des projets et la rotation du personnel au sein de l'unité nationale de l'ozone nuisent à l'efficacité de la mise en œuvre de projets. Un pays a suggéré d'initier des projets

⁴ Les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projets individuels sont disponibles dans la base de données correspondante, à l'adresse suivante : <http://www.multilateralfund.org/pcrindividual/search.aspx>

seulement une fois ceux en cours achevés et un autre a noté que la conception de projet devrait être maintenue aussi simple que possible en dépit de la complexité des questions.

32. Une UNO a souligné l'importance du transfert de technologie pour assurer l'introduction d'une technologie adéquate conçue en fonction des besoins spécifiques d'un pays. L'accord conclu entre l'agence bilatérale et l'agence d'exécution a favorisé une stratégie innovatrice et commercialement viable en vue de remplacer les refroidisseurs à base de CFC en incluant le transfert de la technologie verte, la création d'un dispositif de fonds de roulement, la gestion des réserves de CFC et la diffusion du matériel de sensibilisation auprès des parties prenantes (c.-à-d., exploitants de refroidisseur, consommateurs finaux et employés du gouvernement).

Rapports d'achèvement de projet et rapports d'achèvement de projets pluriannuels en souffrance

33. Le Secrétariat apprécie les mesures prises par certaines agences bilatérales et d'exécution pour prendre en main le problème des rapports d'achèvement de projet en souffrance.⁵

34. Le Secrétariat a souligné la question de la soumission des rapports d'achèvement de projet pour la phase I du PGEH aux agences bilatérales et d'exécution, étant donné que ceux-ci sont obligatoires pour l'approbation de la deuxième phase⁶. Les annexes III, IV et V indiquent respectivement les rapports d'achèvement de projet en souffrance. Le nombre élevé de rapports d'achèvement de projet individuels en souffrance est dû, en partie, aux projets d'enquêtes sur les SAO achevés cette année, figurant dans le deuxième tableau de l'annexe III. Le Secrétariat note également que la Banque mondiale n'a pas fourni les raisons de la non-soumission des rapports d'achèvement de projet selon son calendrier, conformément à la décision 81/25 (b).

35. À compter de 2019, le calendrier de soumission des rapports d'achèvement de projet en souffrance, utilisé dans le contexte de l'évaluation des indicateurs d'efficacité, inclura tous les projets qui ont été achevés au cours des six mois ou plus suivant la date d'achèvement communiquée dans le rapport périodique (en date de décembre de l'année précédente). Ce calendrier s'étendra sur toute l'année civile.

RECOMMANDATION

36. Le Comité exécutif pourrait envisager de :

- (a) Prendre note du rapport global d'achèvement des projets de 2018 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/22 ;
- (b) Inciter les agences bilatérales et d'exécution à soumettre à la 83^e réunion les rapports d'achèvement de projet attendus pour des accords pluriannuels et des projets individuels et, à défaut, à fournir les raisons des retards ;
- (c) Inciter les agences principales et de coopération à coordonner étroitement leurs travaux en vue de finaliser leurs sections des rapports d'achèvement de projet pour permettre à l'agence d'exécution principale de les remettre aux dates prévues ;

⁵ L'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, lors de la réunion de coordination interagences (Montréal, 4-6 septembre 2018), a souligné à nouveau l'importance de soumettre tous les rapports d'achèvement de projet en souffrance, en notant que de nombreux projets sont achevés depuis plusieurs années et que des rapports périodiques et financiers doivent être remis jusqu'à la soumission des rapports d'achèvement, ce qui augmente la charge de travail du Comité exécutif, des agences d'exécution et du Secrétariat.

⁶ Décision 81/29.

- (d) Inciter les agences bilatérales et d'exécution dans le contexte de la remise de leurs rapports d'achèvement de projet à consigner de manière claire, bien rédigée et détaillée les enseignements tirés des projets ;
- (e) Inviter toutes les personnes participant à la préparation et à la mise en œuvre des accords pluriannuels et des projets individuels à tenir compte, lors de la préparation et de la mise en œuvre de projets futurs, le cas échéant, des enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet.

Annex I

MYA PCRs RECEIVED

Country	MYA Sector	Lead Agency	Cooperating Agencies
Argentina	CFC phase out plan	World Bank	
Armenia	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP	UNEP
China	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP	
Colombia	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP	UNEP
Guatemala	Methyl bromide	UNIDO	
India	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP	UNEP/Germany
Kenya	CFC phase out plan	France	
Malaysia	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP	
Seychelles	CFC phase out plan	France	
Uganda	ODS phase out plan	France	
Vietnam	HCFC phase out plan (stage I)	World Bank	

Annex II

INDIVIDUAL PCRs RECEIVED

Project Number	Agency	Project Title
ETH/REF/44/TAS/14	France	Refrigerant management plan update
UGA/REF/44/TAS/11	France	Refrigerant management plan update
URT/REF/46/TAS/18	France	Refrigerant management plan update
TUN/FUM/73/TAS/62	Italy	Technical assistance for the final phase-out of methyl bromide in the palm dates sector
AFR/REF/48/DEM/35	Japan	Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan)
BRA/REF/47/DEM/275	UNDP	Demonstration project for integrated management of the centrifugal chiller sub-sector, focusing on application of energy-efficient CFC-free technologies for replacement of CFC-based chillers.
PAK/ARS/56/INV/71	UNDP	Plan for phase-out of CFCs in the manufacture of pharmaceutical MDIs
BGD/SEV/75/TAS/46	UNDP	Survey of ODS alternatives at the national level
BHU/PHA/73/TAS/22	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
MDV/PHA/73/TAS/26	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
MON/PHA/71/TAS/21	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
AFR/REF/48/DEM/37	UNIDO	Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan)
EGY/FUM/74/TAS/123	UNIDO	Technical assistance on two alternatives to methyl bromide in the palm date sector
EUR/DES/69/DEM/14	UNIDO	Demonstration of a regional strategy for ODS waste management and disposal in the Europe and Central Asia region
IRQ/FUM/62/INV/13	UNIDO	Technical assistance for alternatives to methyl bromide
SUD/FUM/73/TAS/36	UNIDO	Technical assistance for the final phase-out of methyl bromide in the post harvest sector
TUN/FUM/73/TAS/63	UNIDO	Technical assistance for the final phase-out of methyl bromide in the palm dates sector
YUG/SEV/74/TAS/45	UNIDO	Survey of ODS alternatives at the national level
ZAM/FUM/56/INV/21	UNIDO	Technical assistance for the total phase out of methyl bromide in tobacco, cut flowers, horticulture and post harvest uses

Annex III

OUTSTANDING INDIVIDUAL PCRs

Country	Code	Lead agency and cooperating agency
Africa Region	AFR/REF/48/DEM/36	France
Africa Region	AFR/DES/68/TAS/41	France
Albania	ALB/PHA/71/TAS/27	UNIDO
Argentina	ARG/ARS/56/INV/159	World Bank
Argentina	ARG/REF/18/INV/39	World Bank
Asia and Pacific Region	ASP/REF/69/DEM/56	UNEP
Asia and Pacific Region	ASP/REF/69/DEM/57	UNIDO
Bahamas	BHA/PHA/71/TAS/19	UNEP
Barbados	BAR/PHA/75/TAS/25	UNEP
Central African Republic	CAF/REF/34/TAS/10	France
Central African Republic	CAF/REF/34/TAS/11	France
Central African Republic	CAF/REF/34/TRA/08	France
Central African Republic	CAF/REF/34/TRA/09	France
China	CPR/SOL/64/DEM/506	Japan
China	CPR/DES/67/DEM/521	Japan
China	CPR/DES/67/DEM/520	UNIDO
China	CPR/ARS/51/INV/447	World Bank
China	CPR/PRO/69/TAS/531	World Bank
Colombia	COL/SEV/75/TAS/99	Germany
Costa Rica	COS/REF/76/DEM/55	UNDP
Costa Rica	COS/PHA/75/TAS/54	UNDP
Dominican Republic	DOM/REF/74/TAS/57	UNDP
Ecuador	ECU/PHA/77/TAS/63	UNIDO
Ethiopia	ETH/PHA/75/TAS/25	UNEP
Europe Region	EUR/DES/69/DEM/13	UNEP
Gambia (the)	GAM/PHA/71/TAS/27	UNEP
Georgia	GEO/PHA/75/TAS/38	UNDP
Ghana	GHA/DES/63/DEM/33	UNDP
Global	GLO/SEV/47/TAS/269	Portugal
Global	GLO/SEV/63/TAS/309	World Bank
Haiti	HAI/PHA/73/TAS/19	UNEP
India	IND/ARS/56/INV/424	Italy
India	IND/ARS/56/INV/423	UNDP
India	IND/ARS/56/TAS/425	UNEP
India	IND/HAL/34/INV/315	World Bank
Indonesia	IDS/ARS/56/TAS/184	World Bank
Jordan	JOR/FUM/29/INV/54	Germany
Jordan	JOR/PHA/38/INV/77	World Bank
Kuwait	KUW/REF/37/TAS/06	UNEP
Kuwait	KUW/REF/37/TRA/03	UNEP

Country	Code	Lead agency and cooperating agency
Kuwait	KUW/REF/37/TRA/04	UNEP
Kyrgyzstan	KYR/PHA/77/TAS/38	UNDP
Lao People's Democratic Republic	LAO/REF/34/TAS/06	France
Lao People's Democratic Republic	LAO/REF/34/TRA/03	France
Lao People's Democratic Republic	LAO/REF/34/TRA/04	France
Latin American Region	LAC/SEV/51/TAS/38	Canada
Lebanon	LEB/REF/28/TAS/29	France
Lebanon	LEB/REF/23/TAS/21	France
Lesotho	LES/PHA/74/TAS/18	Germany
Madagascar	MAG/REF/29/TAS/05	France
Madagascar	MAG/REF/47/TAS/12	France
Madagascar	MAG/REF/29/TRA/02	France
Madagascar	MAG/REF/29/TRA/03	France
Malawi	MLW/PHA/71/TAS/35	UNEP
Mauritius	MAR/SEV/75/TAS/24	Germany
Mauritius	MAR/PHA/75/TAS/25	Germany
Mexico	MEX/DES/63/DEM/155	France
Mexico	MEX/DES/63/DEM/154	UNIDO
Morocco	MOR/REF/23/TAS/17	France
Myanmar	MYA/PHA/73/TAS/16	UNEP
Namibia	NAM/PHA/74/TAS/21	Germany
Nepal	NEP/DES/59/TAS/27	UNEP
Niger (the)	NER/PHA/71/TAS/29	UNIDO
Papua New Guinea	PNG/SEV/75/TAS/14	Germany
Republic of Moldova	MOL/PHA/73/TAS/30	UNDP
Rwanda	RWA/PHA/75/TAS/25	UNEP
Serbia	YUG/PHA/71/TAS/42	UNIDO
Sri Lanka	SRL/PHA/71/TAS/45	UNDP
Syria	SYR/REF/29/TRA/49	UNEP
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/INV/56	France
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/TAS/51	UNEP
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/TRA/47	UNEP
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	MDN/PHA/75/TAS/38	UNIDO
Trinidad and Tobago	TRI/FUM/65/TAS/28	UNEP
Turkey	TUR/DES/66/DEM/99	UNIDO
Uganda	UGA/PHA/71/TAS/18	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TAS/16	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TAS/19	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TRA/17	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TRA/18	UNEP

ODS SURVEY PROJECTS

Agency	Countries
UNDP	Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, El Salvador, Panama, Paraguay, Peru, Republic of Moldova
UNEP	Afghanistan, Algeria, Angola, Antigua and Barbuda, Armenia, Bahamas, Bahrain, Barbados, Belize, Benin, Bhutan, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Cape Verde, Chad, Comoros, Congo, Cook Island, Cote D'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Djibouti, Equatorial Guinea, Eritrea, Eswatini, Ethiopia, Federated States of Micronesia, Gabon, Gambia (the), Ghana, Grenada, Guinea, Guinea-Bissau, Guyana, Iraq, Jamaica, Kenya, Kiribati, Kuwait, Kyrgyzstan, Lao People's Democratic Republic, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Marshall Islands, Mongolia, Mozambique, Myanmar, Namibia, Nauru, Nepal, Nigeria, Niue, Pakistan, Palau, Rwanda, Saint Lucia, Samoa, Sao Tome and Principe, Saudi Arabia, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Solomon Island, Sri Lanka, Sudan, Suriname, Timor Leste, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, Tuvalu, United Republic of Tanzania, Vanuatu, Zambia, Zimbabwe
UNIDO	Albania, Argentina, Bahrain, Bolivia (Plurinational State of), Bosnia and Herzegovina, Cameroon, Chile, Georgia, Honduras, Kuwait, Libya, Mexico, Nicaragua, Niger (the), Sudan, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, Tunisia, Turkey, Uganda, Uruguay, Venezuela (Bolivarian Republic of)
World Bank	Jordan, Philippines, Thailand, Vietnam

Annex IV

OUTSTANDING PCRs BY DECISION

Country	MYA Sector/Title	Lead agency and Cooperating agency
Chile	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP/UNEP
China	HCFC phase out plan (stage I) – PU foam	World Bank
Dominican Republic	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP/UNEP
Iraq	Replacement of refrigerant CFC-12 with isobutane and foam blowing agent CFC-11 with cyclopentane in the manufacture of domestic refrigerators and chest freezers at Light Industries Company	UNIDO
Jordan	HCFC phase out plan (stage I)	UNIDO/World Bank
Venezuela (Bolivarian Republic of)	HCFC phase out plan (stage I)	UNIDO
Yemen	ODS phase out plan	UNEP/UNIDO

Annex V

OUTSTANDING MYA PCRs

Country	MYA Sector/Title	Lead agency and Cooperating agency
Angola	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP
Argentina	Production CFC	World Bank
Bahamas	CFC phase out plan	World Bank
Bahrain	CFC phase out plan	UNEP/UNDP
Bolivia (Plurinational State of)	ODS phase out plan	Canada/UNDP
China	Solvent	UNDP
China	CFCs/CTC/Halon Accelerated Phase-Out Plan	World Bank/United States
China	Foam	World Bank
China	Halon	World Bank
China	Process agent (phase I)	World Bank
China	Process agent (phase II)	World Bank
China	Production CFC	World Bank
India	CFC phase out plan (including Foam, Refrigeration Manufacturing and Refrigeration Servicing)	Germany
India	Accelerated production CF	UNDP/World Bank
India	CTC phase out plan	World Bank/France/Germany/Japan/UNDP/UNIDO
India	Production CFC	World Bank
Iran (Islamic Republic of)	CFC phase out plan - MAC R&R	France
Kuwait	ODS phase out plan	UNEP/UNIDO
Lao People's Democratic Republic	CFC phase out plan	France
Lebanon	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP
Moldova, Republic of	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP
Pakistan	HCFC phase out plan (stage I)	UNIDO/UNEP
Peru	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP/UNEP
Philippines	HCFC phase out plan (stage I)	UNEP/Japan/UNIDO
Philippines	CFC phase out plan	World Bank/Sweden/UNEP
Uruguay	HCFC phase out plan (stage I)	UNDP
Venezuela (Bolivarian Republic of)	Production CFC	World Bank
Vietnam	Methyl bromide	World Bank
Yemen	Methyl bromide	Germany